

# Les sans-papiers, esclaves modernes

Le collectif de Saint-Denis invitait à débattre sur la précarité et l'exploitation des migrants en Europe.

«C'est un problème politique, on ne peut pas répondre en termes techniques. Si ça n'est pas possible à Ivry, cherchons des alternatives à Paris!» Alain Bertho, du collectif dionysien, s'insurge contre ce raisonnement sous les applaudissements: «On ne peut pas imaginer de quitter Ivry pour aller à Paris en gardant les subventions données par la ville et le conseil général. C'est injuste évidemment et, en plus, c'est illégal! Or si l'on se passe de Pathé, cela veut dire que l'on se passe d'Ivry. Or Ivry, c'est une ville populaire, ouvrière, et nous, en tant qu'organisateur du FSE, on voudrait leur infliger une double peine: ils ont leur Pathé et on leur retire le FSE.» Pour Jean Cabaret, de la Confédération paysanne, «on peut toujours rêver et croire que l'on vit dans un monde parfait, mais on retombe toujours dans des incohérences: quand vous mangez la pomme que l'on vous a donnée tout à l'heure, peut-être ingurgitez-vous les pesticides de Monsanto».

Olivier Beaubillard, maire adjoint d'Ivry, explique que la mise à disposition gratuite et sans contrepartie par Pathé des salles «a été conçue comme une espèce de réquisition, comme une manière de se réapproprier cet espace de marchandisation de la culture». Pour Léonce Aguirre, de la LCR, «c'est sûr que si on n'utilise pas les salles, ça veut dire que le FSE n'aura pas lieu à Ivry. Maintenant, je reste persuadé qu'on peut faire une déclaration commune qui condamne les multinationales et qui explique nos positions. On peut mettre des immenses banderoles qui disent qu'on a libéré le cinéma.» Le débat devrait être tranché ce mardi matin. Pierre Khalfa, du secrétariat français d'organisation, promettait hier une «sortie par le haut».

T. L.

(1) L'Humanité rendra compte des décisions prises en détail dans une prochaine édition.



Piero Bernocchi, syndicaliste italien, et Silmane Soumare, de la coordination 93 de lutte des Sans-papiers, lors du débat préparatoire au FSE, à la Bourse du travail de Saint-Denis.

**A**u-delà de la négation de leurs droits fondamentaux par les pouvoirs publics, les sans-papiers sont les premières victimes de la flexibilité et de la précarité du travail en Europe. C'est l'un des thèmes mis en avant par le collectif dionysien pour la préparation du Forum social européen. Comme l'ont souligné plusieurs intervenants au débat organisé samedi soir, à la Bourse du travail de Saint-Denis, les salariés sans papiers tiennent le rôle de cobayes pour les patrons sans scrupules. Selon Silmane Soumare, de la coordination de Seine-Saint-Denis, il existe deux cas de figure dans l'embauche de ces travailleurs taillables et corvéables à merci. Soit l'employeur ne de-

mande aucun titre administratif, soit celui-ci exige la présentation d'une fausse carte de séjour afin de pouvoir se dédouaner en cas d'interpellation. Mais quelles que soient les conditions d'embauche, l'ouvrier n'intéresse plus son patron à partir du moment où il obtient sa régularisation. Car l'impossibilité de revendiquer des droits est le seul prétexte valable pour l'employeur de clandestins. «Seulement 10% des travailleurs au noir sont des sans-papiers. Ces derniers n'ont pas le choix et acceptent n'importe quel emploi et n'importe quel salaire pour subvenir aux besoins de leur famille. Des informaticiens se retrouvent agents d'entretien», rappelle le militant. On les retrouve le plus souvent dans les secteurs du bâtiment et de la confection. Des secteurs dans lesquels les travailleurs nationaux veulent de moins en moins travailler et dont les entreprises – y compris les plus prestigieuses – n'hésitent pas à abuser de la fausse sous-traitance. Pour Marie-Thérèse Dufour, inspectrice du travail syndiquée à SUD, «les sans-papiers ne peuvent même pas être considérés comme des précaires, qui ont au moins un statut dans le Code du travail. Ce sont des salariés fantômes, hors droit». Même situation en Italie, d'où est venu témoigner Piero Bernocchi: «Les sans-papiers représentent la forme moderne de l'exploitation par le système capitaliste», dont les trois principales armes sont «la guerre,

la marchandisation et les précarisations». Et le syndicaliste italien de souligner que «la lutte pour l'égalité des droits entre migrants et nationaux n'est pas un acte humanitaire» mais utile pour la défense des droits de l'ensemble des salariés. Dans le pays gouverné par Berlusconi, la loi Bossi-Fini instaure chantage et esclavagisme modernes. En effet, elle permet aux patrons de faire travailler les étrangers dans la plus grande précarité et de décider de leur maintien sur le territoire à condition qu'ils l'acceptent. En France aussi, l'immigration – illégale ou non – a toujours été organisée par ceux qui détiennent certains outils de production. Des pans entiers de l'économie disparaîtraient sans le travail des étrangers. Preuve en est la mise en lumière de l'immigration chinoise, venue d'une région bien précise et accueillie à bras ouverts par les chefs d'ateliers clandestins.

Hormis la parenthèse de la circulaire Chevenement en 1997, qui a permis une vague partielle de régularisations, la machine à fabriquer des sans-papiers n'a cessé de tourner en France. Et aucun législateur n'a voulu remettre en question l'esprit général de la politique nationale d'immigration. Le Forum social européen espère, en novembre, remettre au centre des débats la nécessaire régularisation de tous les sans-papiers et le principe de liberté de circulation et d'installation dans l'Union et à travers le monde.

Ludovic Tomas

## IL Y SERA

### Ismet Bajramovic, Bosnien

**S**on bras droit ne le quitte pas une seconde. Grâce à ce copain ouvrier de Peugeot-Sochaux, Ismet Bajramovic, secrétaire général du Syndicat de la métallurgie de Bosnie-Herzégovine (SMBIH), qui compte 22000 adhérents, ne perd pas une miette des échanges lors de toutes les assemblées préparatoires du prochain Forum social européen auxquelles il a participé, à l'invitation de la fédé CGT des métaux. «Au début, j'étais relativement pessimiste sur le processus de préparation du FSE, confesse-t-il. Mais les thèmes se sont élargis au fur et à mesure et cela ouvre des perspectives, notamment pour évoquer directement lors des plénières la situation dans les Balkans et des pays de l'Est en général. En retour, les discussions lors du FSE peuvent très bien nourrir des mobilisations chez nous. Car il faut bien dire que la mondialisation, cela ne signifie pas grand-chose aux yeux des syndicats et des travailleurs en Bosnie-Herzégovine, et plus largement dans les Balkans. Personne n'est au courant chez nous de ce qui se passe au FSE, et même si ils l'étaient, les gens sont bien trop occupés à chercher ce qu'ils vont pouvoir manger le soir, pour imaginer un instant venir ici. Si de tous les Balkans nous sommes cinq ou six le mois prochain, ce sera déjà très bien.»

T. L.